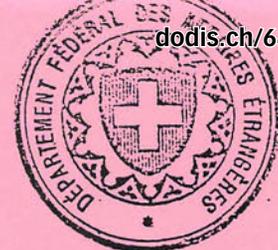


CHIFFRE

Dies ist eine chiffrierte Meldung. An Dritte, d.h. ausserhalb der Bundesverwaltung dürfen Angaben über den Inhalt nur in Form von Auszügen erfolgen. Weiterleitungen per Fax dürfen nur innerhalb des 322-er Netzes gemacht werden.



681.lsd-Blf/Cos/KA/LAE

Tokyo, le 13 novembre 1993

TELEFAX via EDA, Telegrammdienst

Bundesamt für Aussenwirtschaft	
EE	gar 8.21
R	15. NOV. 1993
Kopie an	

Priorität: Normal

Anzahl Seiten: 9

Klassifikation: chiffriert

Nr. 00131

CHIFFRE

Empfänger: Monsieur le Conseiller fédéral J.-P. Delamuraz (fax = 20'56)

Copie:

- Secrétariat du Chef du DFAE
- Secrétaire d'Etat DFAE
- Service économique et financier
- Secrétaire d'Etat à la science et à la recherche (fax = 64'92)
- Office fédéral de la propriété intellectuelle (fax = 48'95)
- Office fédéral des assurances privées (fax = 48'95)
- Administration fédérale des contributions (Kurier)
- Office fédéral de l'agriculture (fax = 26'34)
- Office vétérinaire fédéral (Kurier)
- Office fédéral de l'aviation civile (Kurier)
- BNS Zurich (2) et Berne (Kurier)

BAWI: Blf, Jek, Ari, Gir, Imb, Spi, Bal, Jag, Zos, Ram, Mey, Was, Cos, San

Kopie bereits direkt weitergeleitet an:

Ambassades de Suisse à Bonn, Londres, Madrid, Paris, Rome, Washington, Seoul
Délégations suisses Genève et Paris
Mission suisse à Bruxelles
Consulat général Osaka

Mon voyage au Japon du 9 au 13 novembre 1993

1. Introduction

Lors de ma visite au Japon, j'ai eu des séances de travail avec les Vice-Ministres Matsuura et Azuma (AE), Endo (MITI), Nakahira (Finances) et Kyoya (Agriculture), et un dîner de travail avec les principaux hommes d'affaires suisses ainsi qu'un dîner plus

Dodis



- 2 -

formel, mais détendu, avec des parlementaires et hommes d'affaires japonais. De plus, j'ai rendu une visite, à Osaka, aux exposants suisses de la foire de machine de textile OTEMAS et eu un contact avec le Vorort d'Osaka (Kankeiren). Enfin, j'ai prononcé deux discours et fait une conférence de presse. Le but de la visite fut double: contribuer à ouvrir un marché d'outre-mer, ce qui se situe dans des priorités du BAWI après le 6 décembre, et influencer la position japonaise au GATT un mois avant la fin présumée de l'Uruguay Round.

Je tiens à remercier sincèrement notre Ambassade à Tokyo de l'excellente préparation de cette visite qui s'est déroulée de façon harmonieuse et "matter of fact". L'Ambassadeur Jenö Staehelin a su créer dans sa résidence, merveilleusement installée avec son propre mobilier, une atmosphère de style et de chaleur, qui a permis d'aborder dans la gaîté des problèmes aussi ardues que la clause de sauvegarde agricole, le "waiver" de la MTO et j'en passe. Je lui sais gré de son amicale hospitalité.

Je remercie également le Consul général Heuss de la parfaite préparation de ma visite à Osaka, où je me suis félicité de la présence en force de nos industriels des machines-textiles.

2. Appréciation générale

Il est difficile et hasardeux de former un jugement sur un pays aussi complexe que le Japon après un séjour d'à peine une semaine. Le fait est que ce pays se trouve dans une récession au moins aussi profonde que celle existant en Europe occidentale, puisqu'il a tout juste évité le crash de son économie artificiellement gonflée (bubble economy) et l'éclatement de sa classe politique, laquelle subi maintenant une purification presque à l'italienne. Or, grâce à la solidité de la société et - malgré tout - à l'éthique et aux formes de son comportement tout se fait dans une douce discipline. Le pays est bien plus propre que la Suisse (ce qui n'est hélas pas difficile). Tokyo est absolument sûr. Au lieu d'être licenciés, les chômeurs potentiels sont par solidarité gardés avec un modeste salaire, certes, dans l'entreprise, d'où un problème de chômage voilé. Il n'y a pas de problème de drogue, un drogué serait mis 5 à 10 ans en prison ferme. Il y a une volonté de survie sans faille de sorte que la drogue est un tabou presque du même niveau que celui de l'inceste. On peut qualifier ce volontarisme collectif de fatalisme répressif, mais en réalité le Japon sait s'adapter, sait perdurer et a compris que son avenir est dans la recherche. Ce n'est pas un pays décadent. De plus, les Japonais ont le merveilleux don de comprendre sans répondre, tandis que chez nous, souvent, les gens répondent sans comprendre...

3. Relations économiques bilatérales en général

Les relations que la Suisse entretient avec le Japon continuent à être très bonnes. Le Japon reste notre principal partenaire économique et commercial en Asie vers lequel nous avons exporté

- 3 -

pour 3'449 milliards de francs en 1992, ce qui représente 3.7 % du total de nos exportations et place le Japon au 6ème rang de nos débouchés. Quant à nos importations en provenance du Japon, elles s'élevaient en 1992 à 3'982 milliards de francs, soit 4.3 % du total. Le Japon s'affichait ainsi comme notre septième fournisseur.

Bien que ces résultats soient bons, le volume des échanges entre nos deux pays n'en accuse pas moins une nette baisse depuis 1990: nos exportations ont diminué de 10.4 % entre 1990-1991, de 8.4 % entre 1991-1992, et les neuf premiers mois de 1993 indiquent que cette tendance s'accroît: baisse de 14.1 % pour les importations et de 9.2 % pour les exportations.

L'année 1992 peut être qualifiée d'année record en termes d'investissements suisses au Japon. Ceux-ci s'élevèrent en effet à 513 mio. US\$ (représentant 12.6 % de tous les investissements directs étrangers), contre 176 mio. US\$ en 1991 et 142 mio. US\$ en 1990. Ces bons résultats placent la Suisse au 3ème rang des investisseurs étrangers au Japon, juste derrière les Etats-Unis et les Pays-Bas. A noter encore que les investissements cumulés pour la période 1951-1992 se montent à 1'846 mio. US\$, soit 6.9 % de tous les investissements directs étrangers au Japon.

Le Japon est donc un partenaire économique de premier ordre, certes moins important que le Bade-Wurtemberg, mais qui mérite néanmoins d'être soigné à tous les niveaux.

4. Bilaterale Wirtschaftsbeziehungen im besonderen

4.1 Allgemeine Bemerkungen

Meine Gesprächspartner begründeten die Reduktion der Importe aus der Schweiz mit der in der Nachkriegszeit längsten und tiefgreifendsten Rezessionsphase in Japan sowie gewissen Markttrigiditäten, welche auf einer zu hohen Regulierungsdichte im Wirtschaftsbereich beruht. Die neue Regierung unter Premierminister Hosokawa habe deshalb nicht nur konjunkturelle Massnahmen für die Stimulierung der Wirtschaft getroffen, sondern sei auch bestrebt, die zur Strukturanpassung der japanischen Wirtschaft notwendigen Deregulierungsmassnahmen zu ergreifen. Beides sollte zur Förderung der Importe beitragen.

4.2 Marktzutritt

Die alten Begehren, welche ich bereits anlässlich meines Besuchs 1989 aufgenommen hatte (Zoll auf Skischuhen aus Plastik 27 %, Schokoladekuvertüren 35 %, Hartkäse 35 %, Schmelzkäse 40 % sowie Quota auf Käsefondue und Zoll 35 %), wurden bei verschiedenen Ministerien wieder aufgebracht. Mit Ausnahme gewisser HS-Unterpositionen, für welche Japan in der Uruguay Runde minimale Offerten präsentiert hat, war mit dem Hinweis auf die Sensibilität der betroffenen Sektoren keine Bereitschaft zu Konzessionen festzustellen. Sowohl das Landwirtschaftsministerium

- 4 -

als auch das MITI reagierten auf ein neues Memorandum in der gleichen Sache mit dem Hinweis, dass dieses an ihre Verhandlungsdelegationen in Genf für die Endphase der Verhandlung weitergeleitet würde. Eine Zollofferte auf Hartkäse von 35 % auf 10 % wurde durch das Landwirtschaftsministerium nicht bestätigt. Betreffend Bündnerfleisch bekundete das Landwirtschaftsministerium erneut seine Verhandlungsbereitschaft, indem es anzeigte, dass es sich dabei um ein technisches Problem handle, für welches eine pragmatische Lösung gefunden werden könne. Als neues Problem brachte ich den seit zehn Jahren verwehrten Zugang von in der Schweiz hergestelltem Dichtungsmaterial (Sika) zu Bauaufträgen von Tunneln in Form eines Memos vor. Es bestätigte sich, dass das für seine protektionistische Haltung bekannte Ministry of Construction für diesen Ausschluss verantwortlich ist. Sowohl das MITI als auch das Aussenministerium erklärten sich bereit, zur Lösung dieses Problems ihren Einfluss geltend zu machen.

4.3 Good Laboratory Practice (GLP)-Vereinbarungen

Das Aussenministerium bestätigte, dass nun auch das Gesundheitsministerium mit unserem ursprünglichen Textvorschlag der Note betreffend das GLP-Abkommen für Industriechemikalien prinzipiell einverstanden ist. Ein kleines Detail der Note dürfte nächste Woche bereinigt werden können, sodass dem Austausch des Abkommenstextes nichts mehr im Wege stehen werde.

Gegenüber Vizeminister Kyoya (MAFF) begrüßte ich die gute Zusammenarbeit im Rahmen des Anfang 93 geschlossenen GLP-Abkommens für Agrochemikalien, wodurch administrative Hindernisse wie die von Japan verlangte Erneuerung der Laborakkreditierungen beseitigt werden konnten. Kyoya widersprach dieser letzten Interpretation nicht, sondern zeigte sich ebenfalls über den Abschluss des Abkommens zufrieden und wünschte, dass es sich positiv auswirken werde.

4.4 Geistiges Eigentum

Auch hier brachte ich die seit 1989 bekannten Probleme im Bereich der Handelsmarken (Missbrauch schweizerischer geographischer Herkunftsbezeichnungen) mit neuen Beispielen in Form eines Memorandums vor. Das MITI erklärte, dieses Anliegen an die kompetente Amtsstelle weiterleiten zu wollen und ist auch bereit, für die Behandlung konkreter Fälle mit der schweizerischen Botschaft konstruktiv zusammenzuarbeiten. Im Bereich der Patente und Fälschungen zeigte man sich japanischerseits sehr interessiert an einer positiven Lösung dieser Frage in der Uruguay Runde, da Japan selbst von solchen Problemen betroffen ist. Das MITI erklärte sich auch zu einer bilateralen Zusammenarbeit mit der Schweiz in diesem Bereich bereit.

- 5 -

4.5 Versicherungen

Die drei von der schweizerischen Versicherungsbranche vorgebrachten Anliegen (Nicht-Diskriminierung ausländischer Gesellschaften bei der Schaffung eines neuen Versicherungsgesetzes; Besteuerung ausländischer Versicherungsgesellschaften; Prämienverteilung auf in- und ausländische Gesellschaften für die obligatorische Feuerversicherung im Rahmen von Hypothekenvergaben durch die staatliche "Housing Loan Corporation (HLC)") unterbreitete ich meinen Gesprächspartnern ebenfalls in Form eines Memorandums. Die ersten Reaktionen im Finanzministerium lauteten wie folgt: Die japanische Versicherungsgesetzgebung ist in Revision begriffen und man ist sich bewusst, dass die Liberalisierung in allen Bereichen fortschreiten sollte, nicht nur dort, wo ausländische Versicherungen bereits bisher Zugang hatten. Die Steuerfrage versprach Vize-Minister Nakahira mit der japanischen Steuerbehörde aufzunehmen. Zum Problem der Feuerversicherung pflichtete er unserer Forderung nach Schaffung von mehr Transparenz und einer fairen Behandlung aller Versicherungsgesellschaften bei, betrachtete jedoch die Zuteilung der konkreten Prämienanteile als Angelegenheit der dafür verantwortlichen HLC, welcher das Finanzministerium jedoch dafür keine Anweisungen erteilen könne, da es sich nur um eine halbstaatliche Institution handle. Für die Aktivitäten der HLC sei nicht nur das Finanzministerium, sondern auch das Ministry of Construction zuständig, weshalb unser Begehren auch an dieses Ministerium weitergeleitet wird. Es sei beigefügt, dass angesichts der Existenz der kantonalen Monopole unsere Position eher dürftig ist.

4.6 Finanzdienstleistungen

Beide Seiten bezeichneten unsere Beziehungen in diesem Bereich als zufriedenstellend. (Ich erwähnte insbesondere als positiv die angekündigte Liberalisierung der Pensionskassengelder für ausländische Banken.) Folgende drei Anliegen wurden jedoch vorgebracht. Ich ermunterte Japan zu einer weiteren Liberalisierung im Sektor der Finanzdienstleistungen. Die Frage der "Overseas Deposits" habe ich in Form eines Memorandums aufgebracht. Mein Gesprächspartner bestätigte den bereits seit diesem Frühjahr in Aussicht gestellten Liberalisierungsschritt (Erhöhung der Bewilligungspflicht von bisher Yen 30 Mio. auf Yen 100 Mio.) als Bestandteil eines erfolgreichen Abschlusses der Uruguay Runde. Die in unserem Memorandum geforderte Festschreibung dieser japanischen Konzession in die japanische Liste der "Initial Commitments" müsse in Genf jedoch noch ausgehandelt werden. Ich begrüßte diese Massnahmen als einen Schritt in die richtige Richtung, wiederholte jedoch unser Begehren nach einer vollständigen Liberalisierung dieses, für ein Kapitalexportland wie Japan unverständlichen Systems. Das Finanzministerium machte einerseits historische Gründe für dieses Regime verantwortlich, ist jedoch nicht bereit, eine völlige Liberalisierung ins Auge zu fassen, da die Bewilligungspflicht weiterhin zur Verhinderung allfälliger Steuerhinterziehungen dienen soll.

- 6 -

4.7 Steuerfragen im Zusammenhang mit dem Doppelbesteuerungsabkommen von 1971

Auf unser altes Anliegen betreffend der zehnprozentigen Quellensteuer auf Lizenzen erhielten wir einmal mehr keine befriedigende Antwort. Vize-Minister Nakahira wird das von uns neu abgefasste Memorandum jedoch an die japanische Steuerverwaltung weiterleiten, und regte zusätzlich bilaterale Gespräche zwischen den Steuerbehörden beider Länder an. Im weiteren bekundete ich unser Interesse, bald Verhandlungen über eine Reduktion von 10 % auf 5 % der Quellensteuer auf Dividenden in unserem Doppelbesteuerungsabkommen aufzunehmen. Der Vorschlag wurde mit Interesse zur Kenntnis genommen und soll an die Steuerverwaltung weitergeleitet werden. Gemäss den Äusserungen Nakahiras ist jedoch zu erwarten, dass in allfälligen Verhandlungen zur Abänderung des im Doppelbesteuerungsabkommen festgelegten Quellensteuersatzes von 10 % japanischerseits auch die Frage des Informationsaustausches aufgenommen werden wird, für welchen in Abkommen Japans mit anderen Ländern eine Klausel vorgesehen ist.

Das Finanzministerium versprach auch unsere Bedenken betreffend das Vorgehen der japanischen Steuerbehörde in Sachen Transferpreise an diese weiterzuleiten, fügte jedoch bei, dass sie auf gewisse Fälle der Steuerumgehung mit einem verschärften Verfahren gegenüber verschiedenen ausländischen Firmen reagiert hätten. Ich wies auf den negativen Effekt eines solchen Vorgehens auf den internationalen Handel hin. Dies besonders im Zug der Globalisierung der wirtschaftlichen Aktivitäten und der dadurch stark gestiegenen firmeninternen Transaktionen. Ich gab der Hoffnung Ausdruck, dass in den kommenden Gesprächen gemäss Artikel 25 des Doppelbesteuerungsabkommens eine pragmatische und beidseitig befriedigende Lösung gefunden werde. Dies auch angesichts der Tatsache, dass japanische Firmen in der Schweiz keine derartigen Schwierigkeiten bei der Besteuerung in den Weg gelegt würden.

Anlässlich eines Besuchs bei der Firma Ciba-Geigy in Takarazuka (bei Osaka) erhielt ich die Bestätigung, dass es sich beim Fall Roche nicht um einen Einzelfall handelt und dass auch bei Ciba-Geigy sowie bei anderen ausländischen Firmen, die japanische Steuerbehörde Verfahren zur Untersuchung der Transferpreispraxis dieser Unternehmen eingeleitet wurden. Problematisch ist die Vorgehensweise der japanischen Steuerbehörde deshalb, weil für die Untersuchung der Transferpreise nur einzelne Produkte und nicht die ganze Produktepallette herausgegriffen werden. Unakzeptabel ist auch die Tatsache, dass für den Vergleich der Transferpreise der noch unter Patentschutz stehenden Produkte Generika herbeigezogen werden, für welche keine Forschungs- und Entwicklungskosten anfallen.

- 7 -

4.8 Zivilluftfahrt

In Anbetracht der bilateralen Luftfahrtsgespräche vom 14.-15. Dezember 1993 in Tokio, erinnerte ich Vizeminister Matsuura daran, dass das Ziel der Schweiz ein täglicher Flug nach Tokio sei. Dies sei anderen, mit der Schweiz vergleichbaren Ländern schon lange gewährt worden (SAS). In Anbetracht der intensiven bilateralen Wirtschaftsbeziehungen sei ein Ausbau der Flugverbindungen zwischen der Schweiz und Japan angebracht. Matsuura erwiderte, dass die Schweiz nicht das einzige Land sei, welches zusätzliche Kapazitätspunkte bzw. Slots beantrage. Das Problem sei jedoch, dass in Narita kaum zusätzliche Slots frei seien.

4.9 Vertiefung der bilateralen Beziehungen

Ich unterbreitete einen schriftlichen Vorschlag zur Intensivierung und Vertiefung der bilateralen Wirtschaftsbeziehungen durch regelmässige (jährliche) Kontakte auf Experten-, hoher Beamten und gelegentlich auf Ministerebene oder mit Beteiligung des Privatsektors. Dieser Vorschlag wurde sowohl vom Aussenministerium als auch vom MITI sehr positiv aufgenommen. Meine Ansicht wurde geteilt, dass damit nicht eine Institution im Sinne einer Gemischten Kommission, sondern eine einfachere und deshalb effizientere, und auch in den Themen flexible Zusammenarbeitsform gefunden werden sollte. Einen Vorschlag bezüglich der konkreten Ausgestaltung dieser Zusammenarbeit wurde von meinen Gesprächspartnern in Aussicht gestellt.

Im MITI und im Aussenministerium erinnerte ich ebenfalls an den schweizerischen Vorschlag bezüglich der Schaffung eines "bilateralen" "Round Table" in den Bereichen Wissenschaft und Forschung, welcher von Staatssekretär Ursprung anlässlich seines Besuchs in Japan Anfang Oktober unterbreitet wurde.

5. GATT-Uruguay Runde

5.1 Landwirtschaft

In einem vertieften Gespräch vor allem mit Vize-Landwirtschaftsminister Kyoya machte ich unsere vier Hauptanliegen bezüglich dem Draft Final Act (DFA) geltend (Tarifizierung, Verankerung der Multifunktionalität in der Evolutivklausel, Anpassung des Schutzklauselmechanismus an unsere Bedürfnisse, Exportsubventionen). Die Diskussion ergab im wesentlichen folgendes: Mein Gesprächspartner gab klar zu verstehen, dass unsere Probleme nicht identisch sind mit denen Japans. Da wir uns im Endstadium der Verhandlung befänden, dürfte eine Realisierung aller dieser Anliegen schwierig sein. Es gilt gemäss meinem Gesprächspartner Kyoya, die Zahl der Problempunkte einschliesslich der Produkte, für welche wir Flexibilität verlangen, zu reduzieren. Für Japan sei die Verhandlung aus innenpolitischen Gründen in eine schwierige Phase getreten, weshalb in Genf jetzt eine harte Haltung eingenommen werde. Wegen

- 8 -

der innenpolitischen Sensibilität der Reisfrage würden die Verhandlungen über die Tarifizierungen auf streng vertrauliche Weise geführt, jedoch bestehe in Genf ein enger Kontakt mit der Schweizer Verhandlungsdelegation. Durch "quiet negotiations" hofft Japan, dass nicht nur für die Schweiz, sondern auch für Korea und Kanada, eine spezielle Lösung gefunden werden könne (Blair House könnte der Schlüssel für vom DFA abweichende Lösungen sein).

Zu den "Non-Trade-Concerns" meinte Kyoya, das sich Japan von den schweizerischen Vorstellungen gerne belehren lasse, ohne uns jedoch eine Unterstützung zu offerieren. Im weiteren sei Japan zwar wie die Schweiz an einer besser ausgeglichenen Schutzklausel interessiert. Es bestehe jedoch von Seiten der USA und der EG ein starker Widerstand gegen unseren Vorschlag. Müsste man mit einer für Japan befriedigenden Lösung zwischen der Schutzklausel und der Tarifizierung wählen, würde sich Japan eindeutig für letzteres entscheiden. Schliesslich sei Japan widerwillig bereit, eine Abschwächung des DFA im Bereich der Exportsubventionen hinzunehmen. Aus den Aussagen meines Gesprächspartners geht klar hervor, dass je näher Japan an eine akzeptable Lösung der Reisfrage kommt, desto weniger mit einer Unterstützung für unsere Anliegen gerechnet werden darf. Ich unterstrich, dass wenn für die USA und die EG sowie Japan eine Sonderlösung gefunden wird, auch die Schweiz und andere Länder Anrecht auf eine "tailor made solution" hätten. Ein "take it or leave it"-Vorschlag der USA oder der EG wäre für die Schweiz aus innenpolitischen Gründen unakzeptabel. Kyoya versprach, den Inhalt unserer Gespräche an seine Delegation in Genf weiterzuleiten. Es zeigt sich hier eine alte Erfahrung: Am Anfang einer multilateralen Verhandlung lassen sich Gleichgesinnte leicht auf ein gemeinsames Vorgehen festlegen; am Schluss der Verhandlung bricht die Solidarität auf, und jede Partei versucht ihre Interessen alleine unter Dach zu bringen.

5.2 Institutionelle Fragen

Generell waren die drei schweizerischen Anliegen in diesem Bereich unseren Gesprächspartnern nicht bekannt. In bezug auf Mehrheitsentscheide in der MTO äusserte man sich im Aussenministerium klar für die Beibehaltung des Konsensprinzips für Vertragsänderungen. Für andere Beschlüsse ist die japanische Haltung flexibler. Die Frage des "Waiver" in der MTO und dessen negative Wirkung auf das TRIPS-Abkommen war im Aussenministerium völlig unbekannt, wurde jedoch nach zweiter Erklärung begriffen. Eine Stellungnahme zu dieser Frage wurde uns noch nicht gegeben. Was schliesslich die Schutzklausel im Landwirtschaftsabkommen betrifft, so beginnt man hier das Problem zu begreifen. Meine Gesprächspartner gehen von der Annahme aus, dass Japan eine Ausnahme für Reis erhalten wird. Für alle andern Landwirtschaftsprodukte meint Japan, dass die Importe nicht wichtig genug seien, um ihretwegen eine Änderung der Schutzklausel zu verlangen. Dies erklärt, weshalb diese Frage nicht als sehr dringlich und wichtig erachtet wird.

- 9 -

6. Uebrige Themen

6.1 OECD

Zur Frage der Wiederwahl bzw. Nachfolge von Generalsekretär Paye gab Vize-Minister Matsuura klar zum Ausdruck, dass Japan eine Wiederwahl nicht unterstützen werde und dies Paye auch schon bekannt gegeben habe. Zehn Jahre sollten die Limite sein. Es sollte diesmal ein Nicht-Europäer sein. Andere asiatische Länder hätten Japan aufgefordert, einen Kandidaten zu stellen; doch drängt sich gegenwärtig kein Anwärter auf. Der Kandidat müsse nicht unbedingt ein ehemaliger Minister sein, aber sollte sich zur politischen Führung eignen.

Hierauf unterstrich ich die Bedeutung der OECD als Input-Forum für die Gipfeltreffen der G7.

6.2 Regionale Entwicklungsbanken

Mit Vize-Minister Nakahira besprach ich insbesondere die in Diskussion begriffene Revision der Anteile (Erhöhung der ausserregionalen Anteile) in der Interamerikanischen Entwicklungsbank, in welcher die Schweiz zur Gruppe Japans gehört. Ich bestätigte unser Interesse, dieser Gruppe weiterhin anzugehören und unseren Kapitalanteil aufzustocken (bis zum doppelten Betrag). Dies würde unsere Position innerhalb der Gruppe aufwerten und sollte deshalb für uns auch institutionell eine Verbesserung mit sich bringen. Nakahira nahm mit Interesse von unserer Haltung Kenntnis und erklärte, die Anteilsfrage sei noch offen, insbesondere die Frage, ob die USA tatsächlich Anteile an ausserregionale Länder abtreten werde, und in welcher Höhe, sowie welches die gesamte Kapitalaufstockung sein sollte.



Franz Blankart